

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative
Boulevard George Sand
36000 CHÂTEAUX

Châteauroux, le 10/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

KSB

64 allée Sagan

BP 189

36000 Châteauroux

Références : VAT202305058

Code AIOT : 0010000558

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/09/2023 dans l'établissement KSB implanté 64 allée Sagan 36000 Châteauroux. L'inspection a été annoncée le 31/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KSB
- 64 allée Sagan 36000 Châteauroux
- Code AIOT : 0010000558
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

– Situation de l'entreprise :

La société KSB exploite une installation de fabrication de pompes hydrauliques sur son site de Châteauroux. Cet établissement emploie 115 salariés.

– Point sur le classement de l'établissement :

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral n° 2005-E-741 du 18 mars 2005, modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires n° 2014191-0013 du 10 juillet 2014 et n° 2015043-0002 du 12 février 2015.

Rubriques de classement de l'établissement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) :

- 2560-1 : travail mécanique des métaux et alliages : la puissance maximum des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant de 1 090 kW (autorisation) ;
- 2565.2.b : installation de traitement de surface, le volume des cuves affectées au traitement étant de 1 500 l (déclaration avec contrôle périodique) ;
- 2910-A-2 : installation de combustion (gaz naturel) : la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion étant de 3,35 MW (déclaration avec contrôle périodique) ;
- 2921 : refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : la puissance thermique évacuée maximale étant de 426 kW (déclaration avec contrôle périodique) ;
- 2940-2.b : application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit par tout être procédé que le « trempé » : la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant de 12,6 kg/j (déclaration avec contrôle périodique).

En ce qui concerne la rubrique 2560-1, l'inspection précise qu'en raison d'une évolution de la nomenclature ICPE (décret n° 2017-1595 du 21 novembre 2017), la société KSB relève à présent du régime de l'enregistrement. En outre, l'établissement KSB ne relève plus de la rubrique 2925 (ateliers de charge d'accumulateurs électriques) depuis sa modification par le décret n° 2019-1096 du 28 octobre 2019.

Par ailleurs la rubrique 2920 (installation de compression) à laquelle l'établissement était soumis a été supprimée par le décret n° 2018-900 du 22 octobre 2018.

– Projets et investissements :

Sans objet.

– Incidents ou accidents :

L'exploitant ne signale aucun incident ou accident d'ordre environnemental depuis la dernière inspection.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- gestion des suites de la visite d'inspection du 28/09/2021 ;
- prévention des accidents ;
- action régionale : fonderies.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Modifications des conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 18/03/2005, article 2.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Rejets à l'atmosphère – unité de mise en peinture – caractéristiques	Arrêté Préfectoral du 18/03/2005, article 4.6	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Rejets à l'atmosphère – unité de mise en peinture – VLE	Arrêté Préfectoral du 18/03/2005, article 4.7.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
11	Ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 18/03/2005, article 7.10.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
13	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 18/03/2005, article 7.4.4.3.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Rejets à l'atmosphère – unité de mise en peinture – surveillance	Arrêté Préfectoral du 18/03/2005, article 4.7.3	/	Sans objet
7	Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 18/03/2005, article 4.7.5	/	Sans objet
8	Zonage des dangers internes	Arrêté Préfectoral du 18/03/2005, article 7.2	/	Sans objet
9	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 18/03/2005, article 7.10.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 18/03/2005, article 7.10.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Plan des réseaux de collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 18/03/2005, article 3.3.2.d	/	Sans objet
5	Rejets à l'atmosphère – unité de mise en peinture – conditions	Arrêté Préfectoral du 18/03/2005, article 4.7.1	/	Sans objet
12	Équipe de première intervention	Arrêté Préfectoral du 18/03/2005, article 7.11.2	/	Sans objet
14	Ancienne fonderie – pollution résiduelle et étude des risques sanitaires	Arrêté Préfectoral du 18/03/2005, article 2.8	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modifications des conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2005, article 2.2
Thème(s) : Situation administrative, Gestion des suites de l'inspection précédente
Prescription contrôlée : Toute extension ou modification envisagées par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant doit compléter le porter à connaissance qu'il a adressé au préfet de l'Indre le 26/08/2021 afin de présenter les modifications apportées à ses installations ainsi qu'à leurs conditions d'exploitation, et de solliciter, de manière dûment justifiée, la mise à jour des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 18/03/2005.</p>
<p>Observations :</p> <p><i>Observations du 09/06/2021 : L'ancien local [de charge d'accumulateurs] ne contient plus de chargeurs et lors de la visite l'inspection constate qu'il est utilisé comme lieu de stockage. L'inspection n'a pas été informée de ce changement. De plus, le porté à connaissance demandé lors de la précédente visite n'a pas été envoyé à la préfecture de l'Indre.</i></p> <p><i>Constat du 09/06/2021 : D1 : L'exploitant transmettra un porté à connaissance à la préfecture de l'Indre décrivant les modifications et évolutions apportés au site depuis 2005, notamment les activités exercées et leur positionnement, ainsi que les rubriques ICPE correspondantes.</i></p> <p>L'exploitant présente le courrier daté du 26/08/2021 par lequel il a porté à la connaissance du préfet de l'Indre sa situation administrative actualisée au regard de la nomenclature ICPE. Toutefois, l'inspection des installations classées relève que ce document n'est pas exhaustif car il ne présente pas les évolutions des conditions d'exploitation des installations et ne sollicite pas la modification des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 18/03/2005 au regard desdites évolutions (exemple : présence de conduits de rejet à l'atmosphère non réglementés - cf. point de contrôle n° 3).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Plan des réseaux de collecte des effluents liquides

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2005, article 3.3.2.d</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des suites de l'inspection précédente</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient systématiquement à jour les schémas de circulation des apports d'eau et de chacune des diverses catégories d'eaux polluées comportant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; - les dispositifs de protection de l'alimentation (disconnecteur, isolement de la distribution alimentaire...) ; - les ouvrages de toutes sortes (obturateurs, vannes, compteurs, ...) ; - les ouvrages d'épuration et les points de rejet de toute nature. <p>Ils sont mis à jour à chaque modification notable et datés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas de non-respect constaté.</p>
<p>Observations :</p> <p><i>Observations du 09/06/2021 : L'exploitant présente son plan des réseaux de collecte des effluents liquides de l'établissement. Celui-ci ne mentionne pas tous les éléments demandés par l'arrêté. De plus il date de février 2009.</i></p> <p><i>Constat du 09/06/2021 : NC1 : Le plan des réseaux de collecte des effluents liquides de l'établissement n'est pas complet et n'est pas à jour.</i></p>

Examen du plan des réseaux humides de l'établissement : - sa dernière mise à jour est datée du 25/10/2021, l'exploitation précise qu'aucune modification n'a été apportée à ces réseaux depuis cette date ; - il comporte l'ensemble des informations requises (en particulier l'emplacement du compteur d'eau potable, du disconnecteur, des ouvrages de traitement des eaux pluviales, du réseau de collecte des huiles de coupe et de l'obturateur gonflable permettant l'isolement hydraulique du site).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Rejets à l'atmosphère – unité de mise en peinture – caractéristiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2005, article 4.6
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des suites de l'inspection précédente
Prescription contrôlée : - Unité de mise en peinture (cabine) : hauteur minimale de l'exutoire : 4 m ; vitesse minimale d'éjection des gaz : 8 m/s ; [...] traitement : filtres secs. - Unité de mise en peinture (poste de nettoyage) : hauteur minimale de l'exutoire : 4 m ; vitesse minimale d'éjection des gaz : 5 m/s ; [...] traitement : filtres secs. [...]
Constats : L'établissement comporte cinq conduits de rejet à l'atmosphère non réglementés. L'exploitant doit porter leur existence et leurs caractéristiques à la connaissance du préfet de l'Indre, et lui proposer les valeurs limites d'émission applicables aux effluents émis ainsi que les modalités de surveillance associées. Par ailleurs, la vitesse d'éjection des rejets atmosphériques des deux cabines de peinture est inférieure à la vitesse minimale prescrite.
Observations : Examen du rapport des analyses des rejets atmosphériques réalisées le 28/09/2021 : l'exploitant a fait procéder à la mesure des rejets atmosphériques concernant les conduits suivants : laboratoire préparation peinture, cabine de peinture n° 100, cabine de peinture n° 101, aspiration atelier de maintenance, aspiration atelier de ponçage, aspiration atelier de soudure n° 1, aspiration atelier de soudure n° 2. Toutefois, hormis les trois chaudières du site, seuls la cabine et le poste de nettoyage d'une unité de mise en peinture sont réglementés par l'arrêté préfectoral du 18/03/2005. L'exploitant déclare que les conduits supplémentaires ont été ajoutés entre 2017 et 2020. Examen des caractéristiques des rejets des conduits suivants : - laboratoire de préparation peinture (correspondant au point de rejet "poste de nettoyage") : la vitesse d'éjection minimale est respectée ; - cabine de peinture n° 100 : la vitesse d'éjection minimale n'est pas respectée (4 m/s au lieu de 8 m/s) ; - cabine de peinture n° 101 : la vitesse d'éjection minimale n'est pas respectée (4,8 m/s au lieu de 8 m/s). Visite de l'installation : - en ce qui concerne la présence des dispositifs de traitement : par sondage examen de la cabine n° 101, présence d'un caillebotis sur toute la surface du sol, l'air est aspiré par le sol, l'exploitant

déclare qu'il est traité par un filtre sec présent sous le caillebotis avant rejet à l'atmosphère (non visible). Il déclare que la deuxième cabine de peinture a été installée afin de pouvoir continuer à peindre lors des opérations de maintenance (en particulier celles liées audit filtre) et que les deux cabines ne sont jamais utilisées de manière simultanée ; - la hauteur apparente des exutoires de rejet à l'atmosphère des cabines de peinture et du laboratoire de préparation de peinture est cohérente avec la hauteur minimale prescrite.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Rejets à l'atmosphère – unité de mise en peinture – surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2005, article 4.7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des suites de l'inspection précédente
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser par un organisme extérieur accrédité pour les mesures relatives à cette grandeur ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les mesures relatives à cette grandeur, une surveillance de ces émissions atmosphériques suivant les programmes indiqués dans le tableau suivant :</p> <p>Unité de mise en peinture (cabine et poste de nettoyage) : paramètres : débit, vitesse d'éjection des gaz, poussières, COV, COV annexe III ; une mesure tous les trois ans. [...]</p>
<p>Constats : L'exploitant ne surveille pas les émissions atmosphériques de COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 en ce qui concerne les conduits « cabine de peinture n° 100 » et « laboratoire préparation peinture ».</p>
<p>Observations : Examen du rapport des analyses des rejets atmosphériques réalisées le 28/09/2021 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ce rapport a été réalisé par un organisme accrédité COFRAC ; - les dernières mesures ont été réalisées il y a moins de trois ans ; - les paramètres débit, vitesse d'éjection des gaz, poussières et COV ont fait l'objet d'une analyse en ce qui concerne les conduits « laboratoire préparation peinture », « cabine de peinture n° 100 » et « cabine de peinture n° 101 » ; - le paramètre COV annexe III n'a pas fait l'objet d'une analyse en ce qui concerne les conduits « laboratoire préparation peinture », « cabine de peinture n° 100 » et « cabine de peinture n° 101 ». <p>L'exploitant présente un rapport d'analyse complémentaire des rejets atmosphériques de la cabine de peinture n° 101 réalisé le 20/05/2022 par le même organisme et portant sur les COV annexe III. L'examen de ce rapport révèle que certains de ces composés sont émis par ladite cabine.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Rejets à l'atmosphère – unité de mise en peinture – conditions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2005, article 4.71
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des suites de l'inspection précédente

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les valeurs limites de rejet fixées par le présent arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 °K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), - les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapportées aux mêmes conditions normalisées et, lorsque cela est spécifié, à une teneur de référence en oxygène, - les valeurs limites de rejet s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'effluent contrôlé, de l'appareil utilisé et du polluant, mais d'une durée minimale d'une demi-heure, - la dilution des effluents est interdite et ne constitue pas un moyen de traitement.
<p>Constats :</p> <p>Pas de non-respect constaté.</p>
<p>Observations : Examen du rapport d'analyse des rejets atmosphériques réalisé le 28/09/2021 en ce qui concerne les conduits laboratoire préparation peinture, cabine de peinture n° 100 et cabine de peinture n° 101 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés aux conditions normalisées de température et de pression sur gaz secs ; - les concentrations en polluants sont exprimées mg/m³ rapportées aux mêmes conditions normalisées, toutefois elles ne sont pas rapportées à la teneur en O₂ de référence prescrite (21 %), il est toutefois noté que la concentration en O₂ mesurée est très proche de cette valeur (20,9%) ; - la durée des mesures réalisées est de 30 min pour les COV et de 60 min pour les poussières. <p>Visite de l'installation : les conduits « laboratoire préparation peinture », « cabine de peinture n° 100 » et « cabine de peinture n° 101 » sont intègres et ne permettent pas la dilution des effluents.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : Rejets à l'atmosphère – unité de mise en peinture – VLE

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2005, article 4.7.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des suites de l'inspection précédente</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Unité de mise en peinture (cabine) : débit : 32 000 Nm³/h ; [concentration en O₂ de référence : 21%] ; poussières : 20 mg/m³ et 500 g/h ; COV en carbone total : 110 mg/m³ et 2 800 g/h ; COV annexe III : 20 mg/m³ et 500 g/h. - Unité de mise en peinture (poste de nettoyage) : débit : 1 450 Nm³/h ; [concentration en O₂ de référence : 21%] ; poussières : 100 mg/m³ et 120 g/h ; COV en carbone total : 110 mg/m³ et 130 g/h ; COV annexe III : 20 mg/m³ et 25 g/h. [...]
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne s'assure pas que les analyses de ses rejets atmosphériques sont réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations.</p>
<p>Observations :</p> <p>Observations du 09/06/2021 : [...] L'exploitant présent également un rapport daté du 26/11/19 et effectué par l'APAVE, concernant les unités de mise en peinture (cabine et poste de nettoyage). La</p>

périodicité de contrôle pour ces 2 unités est de 3 ans. L'inspection constate que les concentrations et les flux des COVNM de la cabine et du poste de nettoyage sont supérieurs aux valeurs limites d'émission.

Constat du 09/06/2021 : NC2 : Les concentrations et les flux des COVNM de la cabine et du poste de nettoyage sont supérieurs aux valeurs limites d'émission.

Examen du rapport d'analyse des rejets atmosphériques réalisé le 28/09/2021 en ce qui concerne les conduits « laboratoire préparation peinture », « cabine de peinture n° 100 » et « cabine de peinture n° 101 » : pas de non-respect des valeurs limites d'émission prescrites en concentration et en flux pour les paramètres débit, poussières et COV totaux. En outre, la concentration en COV totaux rejetés au niveau de ces trois conduits étant nulle, la valeur limite d'émission en COV annexe III est également respectée.

Toutefois, les conditions de fonctionnement des installations ne sont pas reportées dans le rapport d'analyse qui indique qu'aucune information n'a été fournie par l'exploitant à ce sujet. Or, les mesures doivent être réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations. En l'absence d'indication à ce sujet, et en l'absence d'émission de polluants pour ces trois conduits (hormis 3,77 mg/m³ de poussières pour la cabine de peinture n° 100) l'exploitant n'est pas en mesure de démontrer que ces analyses ont été réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement des unités de mise en peinture.

Examen du rapport d'analyse complémentaire concernant les COV annexe III présents dans les rejets atmosphériques de la cabine de peinture n° 101 réalisé le 20/05/2022 : pas de non-respect des valeurs limites d'émission prescrites en concentration et en flux en ce qui concerne ces composés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2005, article 4.7.5

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des suites de l'inspection précédente

Prescription contrôlée :

L'ensemble des installations susceptibles d'être à l'origine d'émissions de composés organiques volatils (peinture) devra faire l'objet d'une autosurveillance mensuelle afin de mettre en œuvre un plan de gestion des solvants basé sur la consommation de peintures, diluants..... Il sera basé sur un bilan matière prenant en compte, entre autres :

- les quantités et teneurs en solvants de tous les produits consommés, y compris les solvants utilisés par exemple comme agents de dilution ou de nettoyage,
- les quantités de solvants sous forme de déchets ou de produits de récupération et destinés à l'élimination ou au recyclage en dehors de l'établissement.

L'ensemble de cette autosurveillance, réalisée pour chaque type de solvant, sera consigné sur un registre qui sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Ils sont mis à jour à chaque modification notable et datés.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne réalise pas une autosurveillance mensuelle de ses installations susceptibles d'être à l'origine d'émissions de composés organiques volatils.</p>
<p>Observations :</p> <p><i>Observations du 09/06/2021 : A la demande de l'inspection, l'exploitant explique qu'il n'a pas de plan de gestion des solvants.</i></p> <p><i>Constat du 09/06/2021 : NC3 : L'exploitant n'a pas de plan de gestion des solvants.</i></p> <p>L'exploitant présente son PGS établi le 28/06/2023 titre de l'année 2022. Il est réalisé sur la base d'un bilan matière prenant notamment en compte les quantités et teneurs en solvants de tous les produits consommés, les quantités de solvants sous forme de déchets ou de produits de récupération et destinés à l'élimination ou au recyclage en dehors de l'établissement, ainsi que les émissions canalisées de COV, afin d'estimer les émissions diffuses de COV de l'établissement.</p> <p>Toutefois, l'exploitant précise que ce PGS est effectué sur la base d'un suivi annuel de ses consommations de solvants et n'est pas en mesure de présenter un registre démontrant qu'une autosurveillance mensuelle de ses installations susceptibles d'être à l'origine d'émissions de composés organiques volatils est réalisée.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 8 : Zonage des dangers internes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2005, article 7.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des risques d'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces zones de dangers [risques d'incendie, d'émanations toxiques, d'explosion et fréquences associées] sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne tient pas à jour un plan sur lequel sont reportées les zones de danger internes à son établissement (risques d'incendie, d'émanations toxiques, d'explosion et fréquences associées). Par ailleurs, ces zones, ainsi que les consignes correspondantes, ne sont pas systématiquement signalées au niveau de leurs accès.</p>
<p>Observations : L'exploitant présente son rapport de zonage ATEX réalisé le 07/06/2019. Toutefois, il n'est pas en mesure de présenter un plan sur lequel sont reportées les zones de danger internes à son établissement (risques d'incendie, d'émanations toxiques, d'explosion et fréquences associées).</p> <p>Visite de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les risques associés aux cabines de peinture et au laboratoire de préparation de peinture sont signalés, des pictogrammes rappellent les consignes de sécurité à respecter dans ces installations ; - les risques associés au local de stockage des peintures sont signalés sur sa porte, les consignes de sécurité à respecter dans ce local sont également affichées ; - les risques et les consignes de sécurité associés au poste de soudure situé face aux cabines de peinture et au stockage de bois sous auvent (entre le bâtiment usine et le bâtiment administratif) ne sont pas signalés.

Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2005, article 7.10.2
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des risques d'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les zones de dangers sont munies de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité dépendent de la nature de la prévention des risques à assurer.</p> <p>[...] La surveillance d'une zone de danger ne repose pas sur un seul point de détection.</p> <p>[...] L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le système de détection incendie de l'exploitant est affecté par des défauts non résorbés. Par ailleurs, l'exploitant ne tient pas à jour une liste de ses systèmes de détection sur laquelle figure leur fonctionnalité et déterminant les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité.</p>
<p>Observations : L'exploitant présente le plan de localisation de ses systèmes de détection incendie. Sa dernière mise à jour date de 2011, l'exploitant déclare qu'aucune modification de ces systèmes n'est intervenue depuis. Examen dudit plan : présence de plusieurs points de détection dans les différentes zones équipées de tels systèmes, hormis en ce qui concerne le local de stockage des peintures pour lequel seul un détecteur incendie est représenté.</p> <p>Visite de l'installation : présence de plusieurs détecteurs de fumées (système laser) dans la halle principale de l'usine.</p> <p>L'exploitant présente également le dernier rapport de vérification de ses systèmes de détection incendie réalisé le 09/06/2023 et l'attestation Q7 associée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - bien que la plupart des organes du système ne font pas l'objet d'observations, des dysfonctionnements non résorbés affectent certaines parties de l'installation (une centrale à remplacer). L'exploitant présente la commande correspondant à la remise en état de l'installation et déclare que les travaux devraient être réalisés sous 6 semaines ; - ce rapport comporte une liste des détecteurs indiquant leur type et leur fonctionnalité. Toutefois, l'exploitant ne dispose pas de sa propre liste de ses systèmes de détection et la liste présente dans le rapport examiné ne détermine pas les opérations d'entretien destinées à maintenir l'efficacité de ces systèmes.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2005, article 7.10.1
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des risques d'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En ce qui concerne le risque incendie, les bâtiments sont pourvus d'extincteurs, de robinets d'incendie armés ou de moyens d'extinction équivalents adaptés au risque et en nombre</p>

approprié. Ils sont judicieusement répartis dans l'installation. Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.
La défense incendie est également assurée par trois poteaux situés à l'intérieur du site et quatre poteaux extérieurs dans un rayon de 400 mètres.
Constats : L'exploitant ne dispose pas d'un plan permettant de connaître l'emplacement des quatre poteaux incendie externes sur lequel il appuie sa défense incendie. En outre, il ne s'assure pas que ces dispositifs sont fonctionnels.
Observations : <i>Observations du 09/06/2021 : Lors de la visite l'inspection constate par sondage que les extincteurs sont en bon état et facilement accessibles. La vignette du dernier contrôle y est correctement apposée (2021). L'inspection constate cependant que des repères d'extincteurs ne correspondent pas avec les extincteurs associés. De plus, certains extincteurs mentionnés sur les plans des moyens de défense incendie ne sont pas présents.</i> <i>Constat du 09/06/2021 : NC4 : Les extincteurs ne sont pas correctement repérés. L'exploitant mettra à jour les plans associés.</i> Examen des rapports de vérification des extincteurs, des RIA et des dispositifs de désenfumage de l'établissement datés du 18/11/2022 : pas d'observation formulée, hormis en ce qui concerne les extincteurs qui ont été remplacés au cours de l'opération de vérification. L'exploitant déclare que le plan de localisation des moyens de lutte contre l'incendie est en cours de mise à jour et que l'achèvement de cette opération est prévu au cours du mois d'octobre 2023. L'exploitant n'est pas en mesure de présenter un plan localisant les poteaux incendie externes sur lequel il appuie sa défense incendie ni de préciser leur localisation, en outre il n'est pas non plus en mesure de présenter les rapports de vérification périodique de ces derniers. Visite de l'installation : - présence de trois poteaux incendie internes au site (deux dans la cour de l'usine, un à proximité du restaurant d'entreprise) ; - par sondage, présence d'extincteurs répartis dans la halle principale de l'usine, ces dispositifs sont repérés et facilement accessibles, il n'est pas noté d'incohérence entre le numéro attribué aux extincteurs examinés et celui figurant sur l'affichette associée (y compris en ce qui concerne l'extincteur pour lequel une incohérence avait été constatée le 09/06/2021) ; - par sondage, présence d'un RIA repéré et facilement accessible à proximité des cabines de peinture.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2005, article 7:10.4
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des risques d'incendie
Prescription contrôlée : [...] Les poteaux incendie qui équipent le réseau sont munis de raccords normalisés. Ils sont

répartis dans l'établissement, en particulier au voisinage des divers emplacements de mise en œuvre ou de stockage de liquides inflammables.
L'exploitant doit s'assurer de leur disponibilité opérationnelle permanente. La défense interne contre l'incendie est assurée par trois poteaux permettant d'assurer une ressource en eau de 240 m ³ pendant deux heures sous 3 bars.
Constats : Les trois poteaux d'incendie internes ne permettent pas d'assurer une ressource en eau de 240 m ³ pendant deux heures sous 3 bars.
Observations : L'exploitant présente le dernier rapport de vérification de ses trois poteaux incendie internes : - le poteau incendie "réception" délivre 56 m ³ /h sous 1 bar et 60 m ³ /h sous 0,2 bar ; - le poteau incendie "showroom" délivre 74 m ³ /h sous 1 bar et 60 m ³ /h sous 2,1 bar ; - le poteau incendie "restaurant" délivre 62 m ³ /h sous 1 bar et 60 m ³ /h sous 1,1 bar. Il en résulte que le site ne dispose pas des capacités de ressource en eau d'extinction d'incendie prescrites.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 12 : Équipe de première intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2005, article 7.11.2
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des risques d'incendie
Prescription contrôlée : L'établissement dispose de plusieurs équipes de première intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention permettant de couvrir les différentes tranches horaires de fonctionnement de l'établissement.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : L'exploitant présente la liste sur laquelle figurent ses équipiers de première intervention ainsi que l'échéance de validité de la formation qu'ils ont reçue à cet effet. Il déclare que son établissement fonctionne en 3 x 8 et que les équipes de travail sont organisées de manière à ce qu'au moins un équipier de première intervention soit présent en permanence.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2005, article 7.4.4.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des risques d'incendie
Prescription contrôlée : [...] Un contrôle [des installations électriques] est effectué au minimum une fois par an par un

organisme agréé qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport de contrôle. [...] Il est remédié à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs.
Constats : Les installations électriques de l'établissement sont affectées par des défauts non résorbés. En outre, trois défectuosités non corrigées sont susceptibles de provoquer une explosion ou un incendie.
Observations : <i>Observations du 09/06/2021 : L'exploitant présente un formulaire Q18 établit suite à une visite du 16/12/20 effectuée par l'Apave. Celui-ci conclut que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.</i> <i>Constat du 09/06/2021 : NC5 : L'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.</i> L'exploitant présente le rapport des vérifications des installations électriques de son établissement réalisées du 27/12/2022 au 09/01/2023 par un organisme accrédité COFRAC : 81 défauts sont relevés, dont la plupart ont déjà été signalés lors des vérifications précédentes. Ce rapport est accompagné d'une attestation Q18 qui indique que 17 de ces défauts sont susceptibles d'être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion. L'exploitant présente le plan d'action qu'il a mis en place afin de résorber les défauts listés dans l'attestation Q18 : 14 défauts sont indiqués comme ayant été corrigés, un défaut non résorbé concerne l'installation haute tension et nécessite un arrêt de l'établissement, 2 défauts sont signalés comme étant en attente d'une solution technique. L'exploitant n'est pas en mesure de présenter un plan d'action en ce qui concerne les 64 autres défauts (de gravité moindre) affectant son installation électrique. Visite de l'installation – examen par sondage des travaux réalisés par l'exploitant dans le cadre du plan d'action précité : - la chaudière du bâtiment administratif a été mise à l'arrêt, l'installation électrique correspondante a été consignée (retrait des fusibles dans l'armoire électrique), les arrivées de gaz ont été coupées et les canalisations bouchonnées ; - les disjoncteurs signalés par les observations n° 23, 54 et 76 comme étant en défaut ont été remplacés par de nouveaux équipements ayant un seuil de coupure adapté ; - l'armoire située en hauteur sous la charpente métallique de l'usine a été consignée et abandonnée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 14 : Ancienne fonderie – pollution résiduelle et étude des risques sanitaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2005, article 2.8
Thème(s) : Risques chroniques, Action régionale : fonderies
Prescription contrôlée : Les installations désaffectées seront débarrassées de tout stock de matières polluantes et démolies au fur et à mesure des disponibilités.

Tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées. Une analyse déterminera les risques résiduels pour ce qui concerne l'environnement (sol, eau, air,) ainsi que la sécurité publique. Des opérations de décontamination seront, le cas échéant, conduites.

Constats :

Pas de non-respect constaté.

Observations : L'exploitant déclare que la zone située au sud-ouest de son site, et actuellement occupée par un parking, était précédemment louée à la société Berry Fonderie.

Il déclare que cette société réalisait des pièces coulées dans des moules et n'utilisait pas de sable. L'activité de la fonderie a cessé en 2003. L'exploitant présente rapport de diagnostic de pollution et d'évaluation simplifiée des risques daté du 28/09/2005 :

- seize sondages ont été réalisés sur les sols de ce site ;
- les coupes des sondages précités ne signalent pas la présence de sable de fonderie ;
- une pollution du sol par du cuivre et par du plomb a été détectée dans la partie sud du site, cette contamination est évaluée comme étant compatible avec un usage non sensible (usage industriel) ;
- deux piézomètres ont permis d'analyser les eaux souterraines ;
- une pollution des eaux souterraines par de l'aluminium a été identifiée sur le piézomètre 1 (amont) ;
- une pollution des eaux souterraines en hydrocarbures totaux et en manganèse a été identifiée sur le piézomètre 2 (aval) ;
- les concentrations mesurées en aluminium, hydrocarbures totaux et manganèse sont jugées incompatibles avec un usage industriel, un suivi de la pollution des eaux souterraines est préconisé.

L'exploitant n'est pas en mesure de présenter une campagne d'analyse des eaux souterraines réalisée après la production du rapport précité. **Au regard des conclusions du diagnostic précité, l'exploitant pourrait utilement réaliser le suivi de la qualité des eaux souterraines préconisé.**

L'exploitant déclare que la partie sud de l'ancien site Berry Fonderie (environ 2 500 m²) a été vendue et est actuellement occupée par la société AB+ services. La zone présentant une pollution des sols par du cuivre et du plomb mise en évidence par le diagnostic réalisé en 2005 est située dans cette parcelle. Cette pollution est compatible avec un usage industriel, **il convient néanmoins que l'exploitant s'assure que la personne à qui il a vendu ce site en 2005 a été dûment informée de sa présence.**

Visite de l'installation :

- la partie du site de l'ancienne fonderie conservée par KSB (environ 6 000 m²) est actuellement occupée par un parking doté d'un revêtement en enrobé, absence de bâtiment ou de déchet dans cette zone ;
- absence du piézomètre dénommé PZ2 dans l'étude réalisée en 2005.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet